



*Le cercle d'experts « Observation PACA Conjoncture » (OPC) travaille à l'identification d'objets sensibles, c'est à dire des secteurs d'activités, des territoires ou des publics qui risquent d'être fragilisés par les effets de la conjoncture. L'objectif n'est pas tant d'être exhaustif mais de produire un diagnostic partagé au service des pouvoirs publics régionaux et des partenaires économiques et sociaux.*

## Communiqué n° 15

Rédaction finalisée le 17 avril 2014

DIRECCTE SESE – RÉGION PACA SEOP – DR INSEE PACA – PÔLE EMPLOI PACA SEE – BANQUE DE FRANCE - ORM

### La zone euro retrouve un peu de tonus

Le PIB de la **zone euro** est en hausse de 0,3 % au **4<sup>e</sup> trimestre 2013**, après + 0,1 % au T3. L'activité a accéléré du fait d'une reprise des exportations et de l'investissement. En Allemagne, la croissance est en amélioration progressive (+ 0,4 % après + 0,3 % au T3). La consolidation budgétaire moins marquée en France et dans le Sud de l'Europe explique le rebond de l'économie européenne, avec une sortie de la récession en Italie (+ 0,1 % au T4 après - 0,1 % au T3), et un renforcement de la croissance en Espagne (+ 0,3 % après + 0,1 % au T3).

En **France**, l'activité a rebondi au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 (+ 0,3 % après - 0,1 %). Les dépenses de consommation des ménages ont nettement progressé (+ 0,4 % après 0,0 %), en particulier les dépenses de biens durables. L'investissement des entreprises a augmenté de 0,9 %, après sept trimestres consécutifs de contraction. À l'inverse, l'investissement des ménages a reculé (- 0,4 %). Soutenues par la demande extérieure, les exportations ont augmenté plus rapidement que les importations (+ 1,3 % pour + 0,7 %).

L'indicateur synthétique mensuel d'activité (ISMA) de la Banque de France anticipe pour la troisième fois consécutive une évolution positive du PIB de + 0,2 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Selon l'Insee, au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014, l'activité progresserait de 0,2 % en moyenne par trimestre, mais avec un profil heurté : + 0,1 % au 1<sup>er</sup> trimestre puis + 0,3 % au 2<sup>e</sup> trimestre. En effet, le dynamisme des dépenses en biens durables et de construction au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 résulte en partie de comportements d'anticipation, et générerait ainsi un contrecoup début 2014. En outre, la production d'énergie se contracterait au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 (- 1,5 %), en raison des températures particulièrement douces de cet hiver, avant de rebondir au 2<sup>e</sup> trimestre (+ 2,4 %). Au total, la demande resterait peu dynamique au 1<sup>er</sup> semestre 2014 : les exportations continueraient d'être pénalisées par l'appréciation passée de l'euro, l'investissement serait freiné par l'absence de reprise dans la construction et la consommation des ménages progresserait faiblement.

Selon l'enquête de la Banque de France, après un creux conjoncturel en janvier, l'activité industrielle, soutenue par un carnet de commandes en hausse, est désormais sur une évolution positive en **PACA**. Elle s'est globalisée sur l'ensemble des secteurs : agro-alimentaire, fabrication de composants électroniques, fabrication de matériels de transport, chimie et métallurgie. Concernant les services, la pente haussière se poursuit, soutenue principalement par les secteurs de l'ingénierie, de l'intérim et, dans une moindre mesure, les activités informatiques. Dans le secteur de la Construction, un rebond de l'activité est observé sur le 1<sup>er</sup> trimestre, principalement dans le bâtiment alors que le secteur des travaux publics a été pénalisé par des conditions climatiques peu favorables. L'activité économique régionale devrait poursuivre sa progression à court terme dans un contexte où les conditions tarifaires demeurent contraintes.

## Légère amélioration de l'emploi salarié

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2013, l'emploi salarié des secteurs concurrentiels, hors agriculture et particuliers employeurs, (soit 55 % de l'emploi en PACA) a légèrement augmenté avec + 0,1 %, soit 1 300 emplois supplémentaires en un trimestre. Sur un an, l'emploi régional a continué de se redresser (+ 0,7 %). Fin décembre 2013, **PACA** comptait 1 106 100 salariés dans les secteurs concurrentiels, soit 7 300 de plus qu'un an auparavant.

Le vif rebond de l'emploi intérimaire (+ 4,9 %, soit 1 600 emplois de plus) explique en grande partie cette hausse. Les effectifs sont en effet restés stables dans l'industrie et le tertiaire marchand hors intérim et ont diminué dans la construction (- 0,4 %).

En **France métropolitaine**, l'emploi salarié hors agriculture et particuliers employeurs a renoué avec la hausse au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 pour la première fois depuis début 2012 (+ 0,1 %, soit 15 100 postes en plus). L'industrie et la construction ont continué d'enregistrer des pertes d'emplois (respectivement - 0,3 % et - 0,5 %). À l'inverse, l'emploi tertiaire marchand a augmenté pour le deuxième trimestre consécutif (+ 0,1 %), tiré notamment par le commerce (+ 0,2 %). Comme en PACA, l'intérim a fortement augmenté (+ 4,6 %). Selon les prévisions, l'emploi marchand progresserait à peine : + 4 000 postes d'ici mi-2014.

## Le taux de chômage régional diminue légèrement au 4<sup>e</sup> trimestre 2013

En **PACA**, le taux de chômage<sup>1</sup> localisé régresse légèrement de 0,1 point au 4<sup>e</sup> trimestre 2013 pour s'établir désormais à 11,3 % de la population active, soit au même niveau qu'un an auparavant. En **France métropolitaine**, où la diminution est similaire sur le trimestre, le taux de chômage au sens du BIT atteint 9,8 % de la population active.

Tous les départements de la région sont concernés par cette baisse trimestrielle à l'exception des Alpes-Maritimes où le taux de chômage se stabilise (10,2 %). Avec - 0,4 point par rapport au T3, la diminution est la plus marquée dans le Vaucluse (le taux de chômage atteint 12,3 % au 4<sup>e</sup> trimestre). Dans les Bouches-du-Rhône (11,8 %), la baisse est de 0,2 point. Dans les Alpes-de-Haute-Provence (11,6 %), les Hautes-Alpes (9,1 %) et le Var (11,0 %), elle est de 0,1 point.

Par ailleurs, d'après les dernières données disponibles sur le marché du travail, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant pas du tout travaillé (catégorie A) poursuit son ralentissement : la progression annuelle glissante passe de + 6,5 % à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2013 à + 4,7 % en **février 2014**. Cependant, la barre des 300 000 demandeurs d'emploi de catégorie A est de nouveau franchie (300 413) en **PACA**, pour la première fois depuis juin 1999.

Avec une hausse annuelle de 3 % fin février 2014, le rythme d'évolution de la demande d'emploi des femmes est deux fois moins rapide que celui des hommes. C'est aussi la plus faible progression annuelle depuis janvier 2009. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans de catégorie A diminue en rythme annuel (- 1 %), fin février 2014. Cela n'était pas arrivé depuis mai 2011. Chez les seniors (50 ans et plus), la progression annuelle continue de ralentir mais reste élevée (+ 12 % fin février 2014 contre + 13,1 % fin 2013).

La hausse annuelle du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée ralenti également mais demeure toujours importante (+ 9,7 % à fin février 2014). Leur part est aujourd'hui de 39,8 % en augmentation de + 1,8 point sur l'année.

Pour accéder aux informations issues de la dernière rencontre plénière, consulter :

<http://www.observacion-paca-conjoncture.org>, rubrique « suivi du dispositif OPC » au 17/04/2014

<sup>1</sup> Avertissement : Les séries de taux de chômage localisés associées à la publication des résultats du quatrième trimestre 2013 sont révisées. D'une part, le nombre de chômeurs est revu à la baisse au niveau national après la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi ce qui a une incidence comparable sur les taux de chômage estimés au niveau local. D'autre part, la méthode d'estimation des taux de chômage localisés a été améliorée sur différents points (passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers, etc.). A partir d'avril 2014, les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont rétro-polées, l'impact des changements de méthode ayant été neutralisé, elles sont cohérentes sur l'ensemble de la période d'estimation.